



N° 68-213-SIF au catalogue

Statistiques sur le secteur public : Supplément

2006



 Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Division des institutions publiques, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-0767).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web à www.statcan.ca.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements pour accéder au produit

Le produit no 68-213-SIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Division des institutions publique

Statistiques sur le secteur public : Supplément

2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2006

N° 68-213-SIF au catalogue
ISSN: 1708-1300

Périodicité : Annuel

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 68-213-SIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

A propos de cette publication

Cette publication contient des tableaux statistiques et des graphiques sur divers sujets et vise à offrir un complément d'information à la dernière diffusion des statistiques sur le secteur public via le Quotidien, de même qu'aux données sur l'emploi et les finances du secteur public parus dans Statistiques sur le secteur public (68-213-XIE). Veuillez vous référer à cette dernière publication afin d'obtenir tous les détails.

Toutes les données de ce supplément sont fondées sur le Système de gestion financière (SGF).

Remerciements

Cette publication a été rédigée par la Division des institutions publiques sous la direction générale de Catherine Boies, Directrice et Tony Labillois, Directeur-adjoint.

Les personnes suivantes ont également contribué, directement ou indirectement, à la préparation de cette publication :

Section de l'emploi et des arrangements fiscaux

- Kim Balson
- Cheryle Belaire
- Peter Elliott

Section des administrations publiques fédérale-provinciales

- Michel Aubin
- Todd Charbonneau
- Robert Larocque
- Alistair Macfarlane
- Bruce Orok
- Claude Perras
- Mike Riem
- Claude Vaillancourt

Section des administrations publiques locales

- Claude Bilodeau
- Aldo Diaz
- Lise Osborne

Section de la diffusion

- Dianne Dubois
- Graham Lyttle

Table des matières

	Page
1 Emploi	
Emploi dans le secteur des administrations publiques	6
Graphique 1.1 Nombre d'employé(e)s, secteur des administrations publiques, Canada, 1991 à 2005	6
Graphique 1.2 Employé(e)s des administrations publiques en pourcentage de l'emploi total, Canada, 1991 à 2005	6
Tableau 1.1 Nombre d'employé(e)s, administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, Canada, 1991 à 2005	7
Graphique 1.3 Nombre d'employé(e)s, administrations publiques locales, Canada, 2001 à 2005	7
Graphique 1.4 Part des traitements et salaires dans les dépenses totales, selon le palier de l'administration publique, 1991 à 2005	8
2 Bilan	
Tableau 2.1 Dette nette des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales, Canada, 1982 à 2005	9
3 Recettes et dépenses	
Graphique 3.1 Surplus (+) / déficit (-) consolidé des administrations publiques, Canada, 1990 à 2006	10
Graphique 3.2 Dépenses consolidées des administrations publiques par fonction, en pourcentage des recettes totales, Canada, 2001 à 2006	10
Tableau 3.1 Surplus (+) / déficit (-) selon le palier d'administration publique, Canada, 2001 à 2006	11
Tableau 3.2 Transferts fédéraux aux administrations publiques provinciales et territoriales, 1989 à 2006	12
Tableau 3.3 Transferts provinciaux et territoriaux aux administrations publiques locales, selon la province ou le territoire, 1989 à 2006	13
Tableau 3.4 Transferts provinciaux et territoriaux aux administrations publiques locales – Conseils scolaires et les administrations publiques locales, 1989 à 2006	14
Tableau 3.5 Recettes des administrations publiques locales provenant des transferts fédéraux, provinciaux et territoriaux, 1988 à 2005	15
Tableau 3.6 Sources de recettes et de dépenses par fonction, administrations publiques consolidées, Canada, 2001 et 2006	16
Tableau 3.7 Taxes à la consommation selon le palier de l'administration publique, Canada, 2002 à 2006	17
Tableau 3.8 Taux d'imposition des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales au 1 ^{er} janvier 2006, Canada	18
4 Produits connexes	
Choisis parmi les publications de Statistique Canada	20
Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada	20

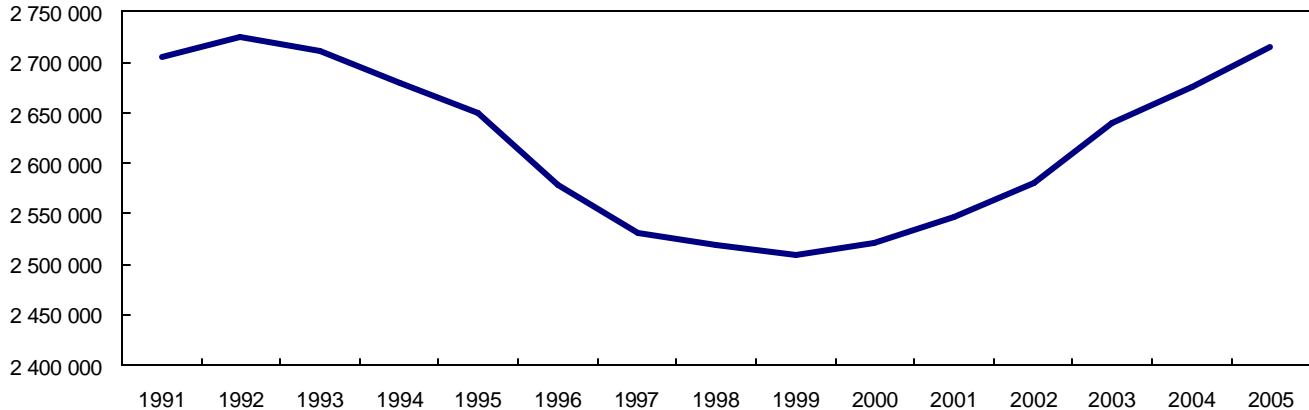
Emploi

Emploi dans le secteur des administrations publiques¹

Le total de 2 724 781 employé(e)s en 1992 constituait un sommet historique pour l'emploi dans le secteur des administrations publiques. Par la suite, le nombre d'employé(e)s a diminué jusqu'à 2 509 106 en 1999, avant de se mettre à grimper. Il a d'ailleurs enregistré une sixième hausse annuelle consécutive en 2005. Toutefois, le nombre d'employé(e)s du secteur des administrations publiques était inférieur de 0,3 % à son niveau de 1992. (Voir graphique 1.1).

Graphique 1.1

Nombre d'employé(e)s, secteur des administrations publiques, Canada, 1991 à 2005

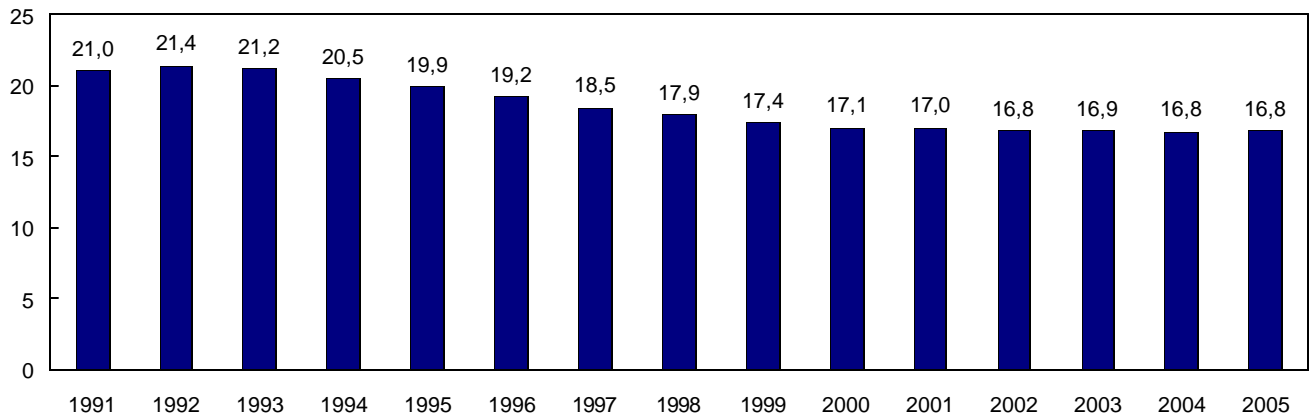


Lorsqu'il a atteint un sommet en 1992, l'emploi dans les administrations publiques représentait 21,4 % de l'emploi total.² Cette proportion n'a cessé de décroître depuis pour s'établir à 16,8 % en 2005. (Voir graphique 1.2).

Graphique 1.2

Employé(e)s des administrations publiques en pourcentage de l'emploi total, Canada, 1991 à 2005

Pourcentage



Le nombre moyen des employé(e)s dans les administrations publiques par chaque 1 000 personnes est tombé d'un sommet de 96,5 en 1991 à 84,2 en 2005. C'est attribuable à la réduction proportionnelle de tous les secteurs gouvernementaux mais plus significativement surtout parmi les employé(e)s fédérales. (Voir tableau 1.1).

1. Le secteur des administrations publiques correspond au secteur public sans les entreprises publiques.
2. Les chiffres sur l'emploi total proviennent de l'Enquête sur la population active - employés et travailleurs autonomes (tableau CANSIM 282-0002).

Tableau 1.1

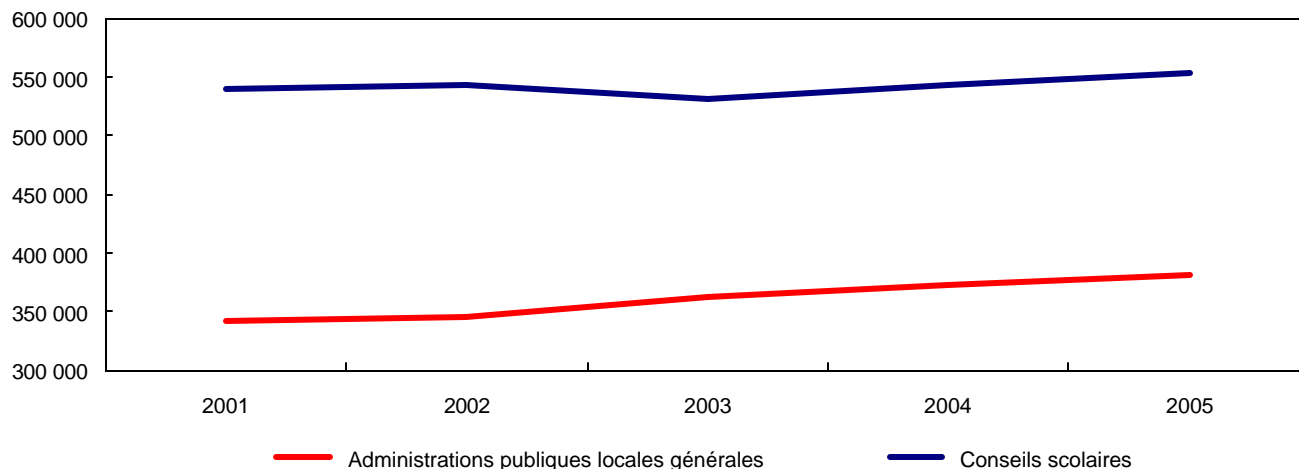
Nombre d'employé(e)s, administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales, Canada, 1991 à 2005

	Administration publique fédérale ¹	Administrations publiques provinciales et territoriales ²	Administrations publiques locales ³	Administration publique
	nombre d'employé(é)s par 1 000 habitants ⁴			
1991	14,8	50,0	31,7	96,5
1992	14,5	49,7	31,9	96,1
1993	14,1	48,7	31,7	94,6
1994	13,6	47,4	31,4	92,4
1995	12,7	46,8	31,0	90,4
1996	12,0	44,4	30,6	87,1
1997	11,3	43,5	29,8	84,6
1998	11,0	43,1	29,4	83,5
1999	10,8	42,6	29,1	82,5
2000	10,9	42,5	28,7	82,1
2001	11,3	42,3	28,4	82,1
2002	11,5	42,5	28,3	82,2
2003	11,6	43,6	28,2	83,4
2004	11,5	43,6	28,7	83,7
2005	11,5	43,8	28,9	84,2

1. L'administration publique fédérale comprend les militaires.
2. Les administrations publiques provinciales et territoriales comprennent l'administration générale, les institutions de service de santé et services sociaux, et les universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers. Les estimés relatifs au Nouveau-Brunswick, au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest et Nunavut comprennent les commissions scolaires.
3. Les administrations publiques locales comprennent l'administration générale et les pluspart des commissions scolaires.
4. Les estimés sur la population proviennent du tableau CANSIM 051-0001.

Le nombre total des employé(e)s qui travaillent dans l'administration publique locale a augmenté régulièrement depuis 2002. (Voir graphique 1.3). Ceci est attribuable de l'augmentation de la composante d'administration publique locale générale. La composante des conseils scolaires – même s'elle représente la majorité d'emploi dans l'administration publique locale (environ 60 %) a augmenté plus légèrement pendant la même période du temps.

Graphique 1.3

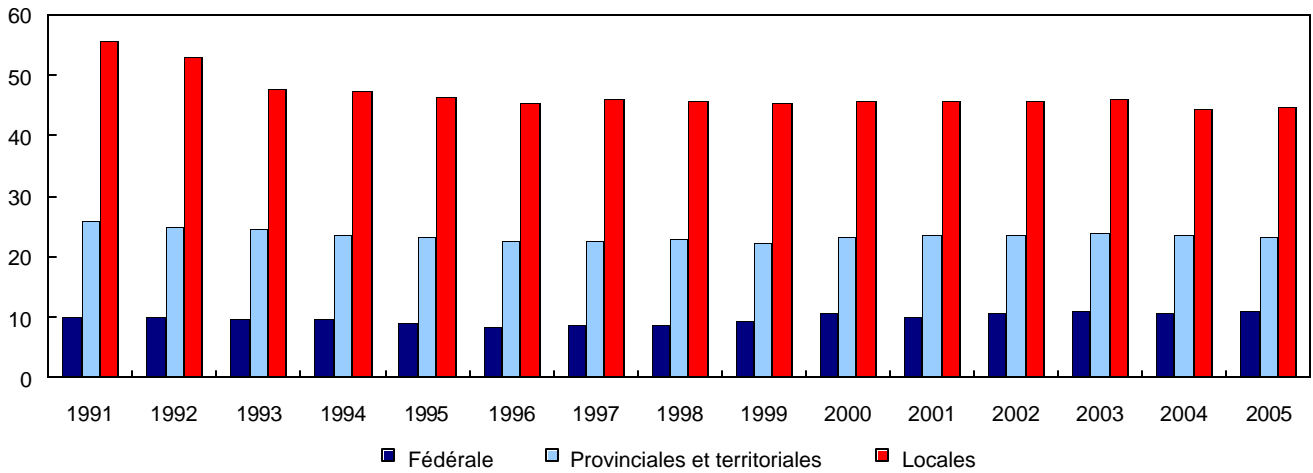
Nombre d'employé(e)s, administrations publiques locales, Canada, 2001 à 2005


Les traitements et salaires continuent à représenter les dépenses la plus signifiant parmi l'administration publique locale (environ 44,6 % en 2005), tandis qu'ils représentent 23,2 % des dépenses provinciales/territoriales et 10,9 % des dépenses fédérales. (Voir graphique 1.4).

Graphique 1.4

Part des traitements et salaires dans les dépenses¹ totales, selon le palier de l'administration publique², 1991 à 2005

Pourcentage



1. Les dépenses incluent les transferts aux autres paliers de gouvernement.
2. Les données des administrations publiques fédérales sont pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, provinciales et territoriales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Bilan

Tableau 2.1

Dettes nettes des administrations publiques générales fédérale, provinciales, territoriales et locales, Canada, 1982 à 2005

	Dettes nettes				PIB aux prix du marché
	Administration publique fédérale	Administrations publiques provinciales et territoriales	Administrations publiques locales ¹	Administrations publiques consolidées ²	
	millions de dollars				
1982	99 600	20 862	16 969	137 431	375 116
1983	128 302	42 259	18 139	188 700	394 600
1984	164 532	51 976	18 526	235 034	437 096
1985	209 891	63 074	18 535	291 500	471 260
1986	245 151	76 065	19 020	340 236	503 852
1987	276 735	89 532	19 286	385 553	538 112
1988	305 438	97 494	20 221	423 153	595 656
1989	333 519	101 510	20 407	455 436	643 120
1990	362 920	112 015	19 575	494 510	676 764
1991	395 075	116 652	20 909	532 636	678 172
1992	428 682	143 065	22 050	593 797	692 940
1993	471 061	173 691	22 444	667 196	714 776
1994	513 219	202 446	23 457	739 122	750 696
1995	550 685	224 041	22 856	797 582	801 904
1996	578 718	235 896	22 379	836 993	819 976
1997	588 402	241 746	20 970	851 118	867 828
1998	581 581	245 223	20 514	847 318	906 904
1999	574 468	258 271	15 921	848 660	949 136
2000	561 733	256 166	14 788	832 687	1 042 100
2001	545 300	241 813	13 260	800 373	1 115 212
2002	534 690	249 431	12 622	796 743	1 119 204
2003	526 492	255 881	12 136	794 509	1 209 756
2004	523 648	263 277	11 436	798 361	1 253 940
2005	523 344	..	..	..	1 332 712

.. indisponible pour une période de référence précise

PIB = Produit intérieur brut

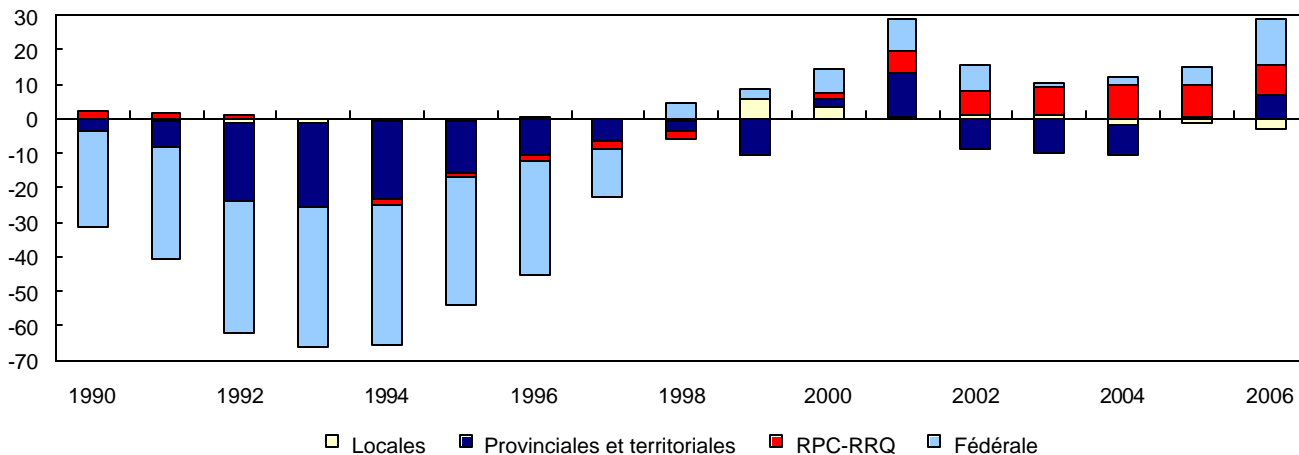
1. Incluant les administrations publiques générales ainsi que les conseils scolaires.
2. Les données consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales incluent les données de l'administration publique fédérale pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Recettes et dépenses

Graphique 3.1

Surplus (+) / déficit (-) consolidé des administrations publiques¹, Canada, 1990 à 2006

Milliards de dollars



1. Les données consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales incluent les données de l'administration publique fédérale pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

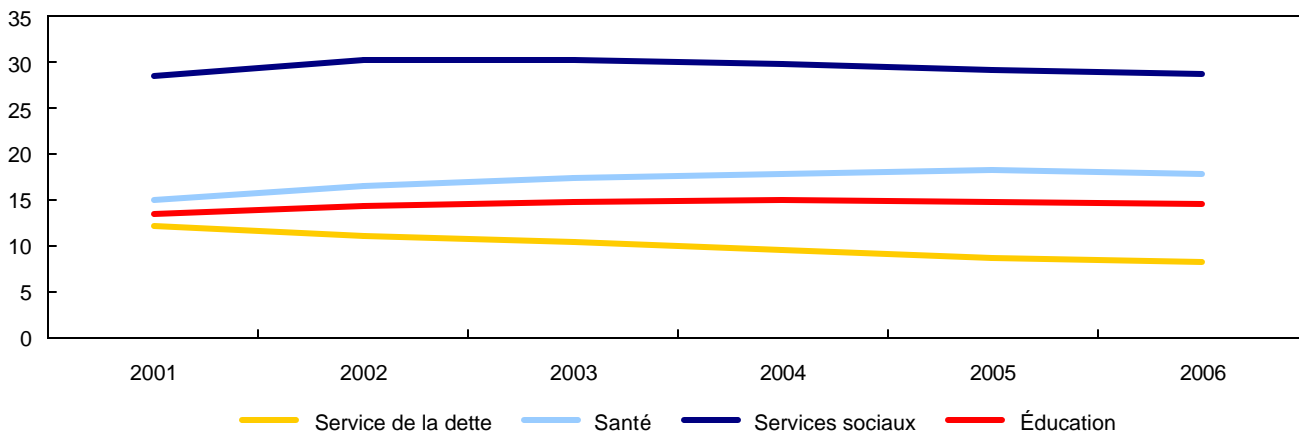
Nota :

RPC-RRQ : Régime de pensions du Canada et Régime de rentes du Québec consolidés.

Graphique 3.2

Dépenses consolidées des administrations publiques¹ par fonction, en pourcentage des recettes totales, Canada, 2001 à 2006

En cents par dollar de recette



1. Les données consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales incluent les données de l'administration publique fédérale pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Tableau 3.1

Surplus (+) / déficit (-) selon le palier d'administration publique¹, Canada, 2001 à 2006

	2001	2002	2003	2004	2005	2006 ^P
	millions de dollars					
Administration publique fédérale	9 213	7 348	1 665	2 115	5 120	13 504
Administrations publiques provinciales et territoriales						
Terre-Neuve-et-Labrador	- 273	- 388	- 279	- 379	- 435	1 929
Île-du-Prince-Édouard	- 38	- 56	- 97	- 148	- 77	- 65
Nouvelle-Écosse	182	150	- 160	- 114	12	746
Nouveau-Brunswick	31	71	- 36	- 85	19	67
Québec	1 888	- 3 619	- 5 054	- 3 829	- 2 208	- 1 161
Ontario	1 145	- 1 305	- 4 515	- 6 773	- 3 736	- 3 281
Manitoba	274	- 46	10	- 245	214	- 153
Saskatchewan	1 161	- 610	- 640	- 173	723	266
Alberta	7 667	- 832	2 634	4 486	4 836	7 255
Colombie-Britannique	236	- 2 049	- 1 833	- 1 038	1 089	984
Yukon	44	- 16	- 23	- 13	- 28	- 13
Territoires du Nord-Ouest (avant la création du Nunavut)	...	...	...	...	...	...
Territoires du Nord-Ouest	94	42	- 125	- 108	- 69	- 57
Nunavut	74	- 23	- 11	- 44	- 23	61
Total	12 485	- 8 682	- 10 129	- 8 463	317	6 578
Administrations publiques locales						
Terre-Neuve-et-Labrador	- 18	- 28	25	- 10	6	1
Île-du-Prince-Édouard	- 5	- 2	- 13	- 25	- 11	- 12
Nouvelle-Écosse	41	11	28	44	- 89	- 130
Nouveau-Brunswick	- 39	- 25	- 31	- 7	- 3	11
Québec	246	- 314	- 69	- 1 752	- 729	- 1 970
Ontario	- 251	585	697	- 103	- 272	- 241
Manitoba	163	139	71	39	69	40
Saskatchewan	- 28	29	- 58	- 55	- 191	- 175
Alberta	678	698	527	476	801	518
Colombie-Britannique	- 83	- 47	- 305	- 501	- 717	- 941
Yukon	- 4	- 1	9	2	4	- 6
Territoires du Nord-Ouest (avant la création du Nunavut)	...	...	...	...	...	...
Territoires du Nord-Ouest	7	12	6	1	1	- 6
Nunavut	- 3	- 4	- 4	- 5	- 7	- 7
Total	703	1 052	883	- 1 896	- 1 138	- 2 918
Régimes de sécurité sociale						
Régime de pensions du Canada (RPC)	5 494	6 156	6 741	8 032	7 739	6 962
Régie de rentes du Québec (RRQ)	737	967	1 336	1 674	1 636	1 877
Total	6 231	7 123	8 077	9 706	9 375	8 839
Surplus (+) / déficit (-) total	28 632	6 842	496	1 462	13 674	26 003

p préliminaire

... n'ayant pas lieu de figurer

1. Les données de l'administration publique fédérale, du RPC et du RRQ sont pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, celles des administrations publiques provinciales et territoriales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Tableau 3.2**Transferts fédéraux¹ aux administrations publiques provinciales et territoriales, 1989 à 2006**

	Transferts fédéraux aux administrations publiques provinciales et territoriales	Dépenses totales de l'administration publique générale fédérale	Transferts en pourcentage des dépenses de l'administration publique générale fédérale
	millions de dollars		pourcentage
1989	24 996	136 954	18.3
1990	26 033	149 392	17.4
1991	27 130	159 230	17.0
1992	28 443	169 028	16.8
1993	30 636	171 474	17.9
1994	29 510	169 709	17.4
1995	31 325	173 383	18.1
1996	30 526	175 765	17.4
1997	26 879	166 041	16.2
1998	24 059	160 672	15.0
1999	26 650	166 593	16.0
2000	29 782	173 337	17.2
2001	32 924	184 612	17.8
2002	34 318	184 941	18.6
2003	35 668	189 249	18.9
2004	40 153	196 992	20.4
2005	48 363	206 680	23.4
2006	51 202	211 103	24.3

1. Les données des administration publique fédérale sont pour les exercices financiers se terminant le 31 mars.

Tableau 3.3

Transferts provinciaux et territoriaux¹ aux administrations publiques locales, selon la province ou le territoire, 1989 à 2006

	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du- Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba
millions de dollars							
1989	486	98	772	126	5 983	8 811	911
1990	502	107	811	128	6 109	8 502	1 020
1991	579	111	845	130	6 446	9 801	1 033
1992	675	120	855	145	6 374	12 201	1 052
1993	698	126	1 026	121	6 606	12 283	1 094
1994	718	244	884	126	6 845	12 164	1 083
1995	661	131	874	193	7 105	11 812	1 115
1996	661	118	883	158	7 242	11 950	1 152
1997	675	117	859	137	6 785	10 532	1 166
1998	622	132	706	119	6 460	11 566	1 244
1999	808	150	801	119	6 596	13 810	1 132
2000	786	142	763	116	6 684	12 718	1 106
2001	685	150	784	114	6 912	12 699	1 147
2002	713	158	764	108	7 497	12 888	1 194
2003	758	156	777	129	7 827	13 929	1 203
2004	784	169	821	129	7 933	14 861	1 312
2005	782	171	838	136	8 118	15 837	1 263
2006	802	182	869	141	8 337	17 552	1 289

	Saskatchewan	Alberta	Colombie- Britannique	Yukon	Territoires- du-Nord- Ouest	Nunavut	Canada
millions de dollars							
1989	611	2 033	2 196	17	52	0	22 095
1990	636	2 217	2 446	16	62	0	22 556
1991	643	2 284	3 286	19	68	0	25 245
1992	673	2 299	3 584	21	67	0	28 066
1993	731	2 512	3 750	18	75	0	29 041
1994	973	2 517	3 859	17	88	0	29 517
1995	700	3 177	3 599	22	87	0	29 477
1996	707	3 113	3 712	23	92	0	29 811
1997	707	3 130	3 814	22	93	0	28 038
1998	609	3 316	3 791	15	102	0	28 681
1999	612	3 276	9 412	13	109	0	36 838
2000	627	3 925	3 699	25	69	65	30 726
2001	648	3 805	3 962	19	68	126	31 119
2002	689	4 464	4 329	23	66	63	32 957
2003	718	3 847	4 356	15	73	64	33 853
2004	809	4 138	4 289	13	80	59	35 397
2005	842	4 417	4 402	16	122	84	37 028
2006	941	5 198	4 549	16	127	80	40 083

1. Les données des administrations publiques provinciales et territoriales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars.

Tableau 3.4

Transferts provinciaux et territoriaux¹ aux administrations publiques locales – Conseils scolaires et les administrations publiques locales, 1989 à 2006

	Transferts provinciaux et territoriaux aux administrations publiques locales	Conseils scolaires	Administrations publiques générales locales
	millions de dollars	pourcentage	
1989	22 095	68,9	31,1
1990	22 556	70,5	29,5
1991	25 245	69,7	30,3
1992	28 066	67,3	32,7
1993	29 041	67,1	32,9
1994	29 517	66,9	33,1
1995	29 477	65,7	34,3
1996	29 811	68,6	31,4
1997	28 038	70,2	29,8
1998	28 681	72,5	27,5
1999	36 838	74,1	25,9
2000	30 726	77,8	22,2
2001	31 119	78,5	21,5
2002	32 957	79,3	20,7
2003	33 853	79,2	20,8
2004	35 397	79,1	20,9
2005	37 028	79,1	20,9
2006	40 083	75,9	24,1

1. Les données des administrations publiques provinciales et territoriales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars.

Tableau 3.5

Recettes des administrations publiques locales¹ provenant des transferts fédéraux, provinciaux et territoriaux, 1988 à 2005

	Recettes provenant des transferts des administrations publiques fédérales, provinciales et territoriales	Recettes totales des administrations publiques locales	Transferts en pourcentage des recettes totales des administrations publiques locales
	milliers de dollars		pourcentage
1988	6 228 171	27 070 774	23,0
1989	6 691 549	29 921 825	22,4
1990	7 543 272	32 643 335	23,1
1991	8 690 121	34 960 525	24,9
1992	9 704 780	37 313 813	26,0
1993	9 633 410	37 911 251	25,4
1994	9 979 001	39 289 870	25,4
1995	10 551 346	41 133 753	25,7
1996	8 825 148	39 340 579	22,4
1997	8 218 382	39 830 445	20,6
1998	8 881 507	44 329 509	20,0
1999	9 166 550	46 681 038	19,6
2000	7 237 360	45 707 480	15,8
2001	7 569 634	47 914 279	15,8
2002	8 102 508	49 529 673	16,4
2003	8 628 705	52 088 450	16,6
2004	9 161 227	54 873 078	16,7
2005	9 661 138	56 375 316	17,1

1. Les données des administrations publiques locales sont au 31 décembre.

Tableau 3.6

Sources de recettes et de dépenses par fonction, administrations publiques consolidées¹, Canada, 2001 et 2006

Administrations publiques consolidées	2001	2006	Taux de croissance annuel moyen 2001 to 2006
	millions de dollars		pourcentage
Recettes			
Impôts sur le revenu	191 144	224 189	3,2
Taxes à la consommation	87 870	107 510	4,1
Impôts fonciers et impôts connexes	41 063	48 784	3,5
Autres impôts	15 157	18 446	4,0
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	2 178	3 253	8,4
Contributions aux régimes de sécurité sociale	57 530	71 300	4,4
Vente de biens et services	34 415	42 203	4,2
Revenus de placements	38 836	47 245	4,0
Autres recettes de sources propres	6 943	9 978	7,5
Dépenses			
Services généraux de l'administration publique	15 968	19 797	4,4
Protection de la personne et de la propriété	32 978	42 805	5,4
Transports et communications	17 979	22 972	5,0
Santé	70 465	102 286	7,7
Services sociaux	135 793	164 090	3,9
Éducation	63 522	82 762	5,4
Conservation des ressources et développement de l'industrie	15 713	18 824	3,7
Environnement	9 222	13 578	8,0
Loisirs et culture	10 871	13 858	5,0
Travail	2 882	2 465	-3,1
Logement	3 723	3 750	0,1
Affaires extérieures et aide internationale	4 477	6 048	6,2
Planification et aménagement des régions	1 847	2 355	5,0
Établissements de recherche	1 419	2 273	9,9
Service de la dette	57 790	47 008	-4,0
Autres dépenses	1 857	2 043	1,9

1. Les données consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales incluent les données de l'administration publique fédérale pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Tableau 3.7

Taxes à la consommation selon le palier de l'administration publique¹, Canada, 2002 à 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	millions de dollars				
Administration publique fédérale	39 675	43 518	43 979	47 312	48 490
Taxes sur les produits et services	27 864	30 568	31 177	34 165	35 268
Autres taxes sur les boissons alcoolisées	1 273	1 208	1 199	1 096	1 136
Taxes sur le tabac	2 465	2 910	3 037	3 324	2 820
Taxes sur les paris aux hippodromes	14	16	14	14	13
Taxes sur les carburants	4 758	4 873	5 081	4 864	5 172
Droits de douane	3 018	3 189	2 804	3 041	3 409
Taxes de transport aérien	0	446	406	387	350
Divers taxes à la consommation	284	308	260	421	322
Administrations publiques provinciales et territoriales	49 221	52 817	54 848	57 337	58 918
Taxes générales de vente	28 136	29 564	30 912	32 180	33 648
Taxes sur les boissons alcoolisées et le tabac	3 463	4 682	5 024	5 230	5 057
Taxes sur les divertissements	573	571	532	537	535
Taxes sur les carburants	6 985	7 464	7 679	7 924	8 030
Bénéfices remis sur la vente des boissons alcoolisées	3 144	3 334	3 551	3 728	3 803
Bénéfices remis tirés des jeux de hasard	5 926	6 095	5 969	6 484	6 599
Autres taxes à la consommation	994	1 107	1 181	1 253	1 248
Administrations publiques locales	91	96	102	98	101
Taxes générales de vente	86	91	97	92	95
Taxes sur les divertissements	5	5	5	6	6
Total des taxes à la consommation	88 987	96 431	98 929	104 746	107 510

1. Les données des administrations publiques fédérale sont pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, provinciales et territoriales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales sont pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Tableau 3.8
Taux d'imposition des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales au 1^{er} janvier 2006, Canada

	Impôt sur le revenu des particuliers ¹						Impôt sur le revenu des sociétés	
	Taux revenus faibles	Taux revenus intermédiaires	Taux revenus élevés ²	Surtaxe revenus élevés ³	Exemptions personnelles de base	Indexation	Taux général ⁴	Taux petites entreprises ⁵
	pourcentage				dollars	année	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador	10,57	16,16	18,02	9	7 410	...	14,00	5,0
Île-du-Prince-Édouard	9,80	13,80	16,70	10	7 412	...	16,00	6,5
Nouvelle-Écosse	8,79	14,95	17,50	10	7 231	...	16,00	5,0
Nouveau-Brunswick	9,68	14,82	17,84	0	8 061	2001 ¹⁴	13,00	2,0
Québec	13,40	16,70	20,00	0	9 330 ¹⁵	2003	16,25	8,5
Ontario	6,05	9,15	11,16	36	8 377	2001	14,00	5,5
Manitoba	10,90	13,50	17,40	0	7 734	... ¹⁴	15,00	4,5
Saskatchewan	11,00	13,00	15,00	0	8 589	2004	17,00	5,0
Alberta	10,00	10,00	10,00	0	14 799	2000	11,50	3,0
Colombie-Britannique	6,05	9,15	14,70	0	8 858	2001	13,50	4,5
Yukon	7,04	9,68	12,76	5	8 328	2000	15,00	4,0
Territoires du Nord-Ouest	5,90	8,60	14,05	0	11 864	...	14,00	4,0
Nunavut	4,00	7,00	11,50	0	10 909	2001	12,00	4,0
Federal	15,00	22,00	29,00	0	9 039	2000	23,00	12,0

... n'ayant pas lieu de figurer

- Les taux d'imposition du Québec, estimés par Finances Canada, sont ajustés afin de refléter l'abattement du Québec (16,5 %). Plusieurs particularités du régime d'imposition québécois rendent toute comparaison provinciale difficile.
- Les taux sont : N.-É., 16,67 % et 17,50 %; N.-B., 16,52 % et 17,84 %; C.-B., 11,7 %, 13,7 % et 14,7 %; Yn, 11,44 % et 12,76 %; T.N.-O., 12,2 % et 14,05 %; Nt, 9 % et 11,5 %; Fédéral, 26 % et 29 %.
- Les taux pour l'Ontario sont 20 % et 36 %.
- Les taux généraux sont : Qc, 9,9 % à 16,25 %; Fédéral, 21 % à 23 %. Le taux pour le secteur de la fabrication et de la transformation est de 5 % à T.-N.-L., 12 % en Ont., 10 % à 17 % en Sask., 10,5 % en C.-B. et 2,5 % au Yukon.
- Le taux pour le secteur de la fabrication et de la transformation est de 2,5 % au Yukon.
- Taxe sur l'essence pour les véhicules motorisés.
- N'incluant pas les taxes de vente fédérale et provinciales, si applicables.
- L'impôt général sur le capital pour le Manitoba est de 0,3 % à 0,5 %. L'impôt sur le capital des banques est : T.-N.-L., 4 %; Î.-P.-É., 5 %; N.-É., 4 %, N.-B., 3 %, Qc, 1,05 %; Ont., 0,6 % à 0,9 %; Man., 3 %; Sask., 0,7 % à 3,25 %; Alb., 0; C.-B., 1 % à 3 %; Yn, T.N.-O. et Nt, 0 %; Fédéral, 1,15 % à 1,4 %.
- Les taux pour le Québec sont de 2,70 % à 4,26 %.
- Les primes d'assurance maladie pour les familles (dollars par mois) sont : Ont., 0 à 75; Alb., 0 à 88; C.-B., 0 à 108. Les primes d'assurance maladie pour les personnes seules ou célibataires (dollars par mois) sont : Ont., 0 à 75; Alb., 0 à 44; C.-B., 0 à 54. Les personnes seules ou célibataires ne paient pas de primes d'assurance maladie à : T.-N.-L., Î.-P.-É., N.-É., N.-B., Qc, Man., Sask., Yn., T.-N.-O., Nt et au Fédéral.
- Les taux sont : N.-É., 3 % et 4 %; N.-B., 2 % et 3 %, Qc, 2 % et 3 %; Ont., 2 % et 3 % à 3,5 %; Man., 2 % et 3 %; Sask., 3 % et 4 %; Alb., 2 % et 3 %; C.-B., 2 % et 4 % à 4,4 %. Le plus bas taux s'applique aux assurance vie, maladie et accident.

Tableau 3.8

Taux d'imposition des administrations publiques fédérale, provinciales et territoriales au 1^{er} janvier 2006, Canada

	Taxe de vente au détail	Taxe sur l'essence ^{6,7}	Taxe sur le tabac ⁷	Impôt sur le capital ⁸	Taxe sur la masse salariale ⁹	Primes d'assurance maladie ¹⁰	Taxe sur les primes d'assurance ¹¹
				Général		Familles	
	pourcentage	cents / litre	cents / cigarette	pourcentage		dollars / mois	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador	8,0	16,5	17,00	0,00	2,00 ¹²	0	4,0
Île-du-Prince-Édouard	10,0	11,5	17,45	0,00	0,00	0	3,5 ¹³
Nouvelle-Écosse	8,0	15,5	15,52	0,60	0,00	0	4,0
Nouveau-Brunswick	8,0	14,5	11,75	0,25	0,00	0	3,0
Québec	7,5	15,2 ¹⁶	10,30	0,53 ¹⁷	4,26	0	3,0
Ontario	8,0	14,7	11,73	0,30	1,95	75 ¹⁸	3,5
Manitoba	7,0	11,5	17,50	0,50	2,15 ¹⁹	0	3,0
Saskatchewan	7,0	15,0	17,50	0,60	0,00	0	4,0
Alberta	0,0	9,0	16,00	0,00	0,00	88 ²⁰	3,0
Colombie-Britannique	7,0	14,5 ¹⁶	17,90	0,00	0,00	108	4,4
Yukon	0,0	6,2	13,20	0,00	0,00	0	2,0 ²¹
Territoires du Nord-Ouest	0,0	10,7	21,00	0,00	2,00	0	3,0
Nunavut	0,0	6,4	15,60	0,00	1,00	0	3,0
Federal	7,0	10,0	7,93	0,00	1,95	0	0,0

12. Exemption sur la taxe: Employeurs avec une masse salariale < \$600 000 aucune taxe; Employeurs avec une masse salariale >\$600 000 mais < \$700 000 seuil d'exemption diminuée progressivement à \$500 000; Employeurs avec une masse salariale > \$700 000 il y a une déduction de \$500 000 sans taxe.

13. Î.-P.-É. : le taux sur l'assurance-vie, la maladie et les accidents de même que l'assurance autre que sur la vie (incluant l'assurance de la propriété) est de 3,5 %. Pour l'assurance-incendie, le taux est de 1,0 %.

14. Manitoba : le taux d'indexation est revu annuellement et annoncé lors du budget. Nouveau-Brunswick : l'indexation des tables d'impôt des particuliers a été suspendu pour 2004 seulement.

15. L'exemption personnelle de base/conjoint inclut un montant forfaitaire de 2 965\$.

16. Au Québec, une taxe additionnelle de 1,5 ¢/litre est imposée dans la région de Montréal pour financer le transport en commun. En Colombie-Britannique, des taxes additionnelles de 6 ¢/litre et de 2,5 ¢/litre sont imposées dans la grande région de Vancouver et à Victoria respectivement.

17. La taxe sur le capital des institutions financières du Québec inclut un taux de base de 1,20 % et un taux compensatoire de 0,25 %.

18. Les primes en Ontario sont basées sur le revenu imposable individuel. Les chiffres représentent les montants mensuels minimum et maximum payables par un individu.

19. Les masses salariales inférieures à 1 million de dollars sont exemptées de la taxe.

20. Les personnes âgées sont exemptées de payer les primes d'assurance-maladie.

21. Yukon : le taux sur l'assurance-vie, la maladie et les accidents de même que l'assurance autre que sur la vie (incluant l'assurance de la propriété) est de 2,0 %. Pour l'assurance-incendie et les dommages à la propriété, le taux est de 1,0 %.

Source: Finance Canada

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

12-589-X	Guide du secteur public du Canada (à venir)
63-202-X	Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada
68-213-X	Statistiques sur le secteur public
68F0023X	Système de gestion financière (SGF)

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

183-0002	Emploi, salaires et traitements dans le secteur public
183-0003	Emploi, salaires et traitements dans l'administration publique fédérale, pour les régions métropolitaines pour le mois de septembre
183-0004	Ministère de la défense nationale, les membres des forces armées Canadiennes, salaires et traitements
183-0006	Volume et valeur des ventes des boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0015	Ventes de boissons alcoolisées des régies des alcools, les producteurs de vins et les brasseries, selon la valeur et le volume, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0016	Importations et exportations de boissons alcoolisées, selon la valeur et le volume pour les pays sélectionnés, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0017	Bénéfice net des régies des alcools provinciales et territoriales et recettes des administrations provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0018	Rapprochement entre le bénéfice net des régies des alcools et les recettes provenant directement du contrôle et de la vente des boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0019	Volume en litres d'alcool absolu des ventes de boissons alcoolisées et par habitant 15 ans et plus, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0020	Provisions provinciales et territoriales des ventes au détail de boissons alcoolisées, exercices financiers se terminant le 31 mars
183-0021	Emploi du secteur public fédéral rapprochement des univers statistiques du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, de la Commission de la fonction publique du Canada et de Statistique Canada, au 31 décembre
183-0022	Rapprochement de l'emploi dans le secteur public et de l'emploi dans l'administration publique
385-0001	Recettes et dépenses consolidées de l'administration publique fédérale et des administrations publiques provinciales, territoriales et locales, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0002	Recettes et dépenses de l'administration publique générale fédérale et des administrations publiques générales provinciales et territoriales, l'année financière se terminant le 31 mars
385-0003	Recettes et dépenses des administrations publiques locales, l'année se terminant le 31 décembre
385-0004	Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, l'année se terminant le 31 décembre
385-0005	Recettes et dépenses, des régimes de retraite non-provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux, pour l'année financière se terminant le 31 mars

385-0006	Recettes et dépenses du Régime de pensions du Canada et Québec, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0007	Recettes et dépenses des universités et collèges, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0008	Recettes et dépenses des institutions de services de santé et services sociaux, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0009	Recettes et dépenses des commissions scolaires, l'année se terminant le 31 décembre
385-0010	Dette de l'administration publique fédérale, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0011	Les finances des entreprises publiques fédérales, revenus et dépenses, l'année se terminant le 31 décembre
385-0012	Les finances des entreprises publiques fédérales, des bénéficiaires non-répartis, l'année se terminant le 31 décembre
385-0013	Les finances des entreprises publiques fédérales, bilan, l'année se terminant le 31 décembre
385-0014	Bilan des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales
385-0015	Revenus et dépenses des entreprises publiques provinciales, territoriales et locales, selon l'industrie
385-0016	Actif, passif et avoir net des entreprises publiques provinciales et territoriales, selon l'industrie, l'année se terminant le 1 janvier
385-0017	Dette financière nette des administrations publiques générales fédérale, provinciales et territoriales et des administrations publiques locales
385-0018	Bilan des régimes de retraite non-provisionnés fédéral, provinciaux et territoriaux, pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0019	Bilan du Régime de pensions du Canada et Québec (RPC et RRQ), pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0021	Rapprochement des dépenses des universités et collèges selon le Système de gestion financière (SGF) et des dépenses au titre de l'enseignement postsecondaire selon le Centre de la statistique de l'éducation (CSE), pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0022	Rapprochement des recettes et dépenses des administrations publiques provinciales et territoriales selon les documents budgétaires avec le Système de gestion financière (SGF), pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0023	Rapprochement des recettes et dépenses de l'administration publique fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), pour l'année financière se terminant le 31 mars
385-0024	Recettes et dépenses des administrations publiques générales locales, comptes courant et capital, l'année se terminant le 31 décembre
385-0025	Rapprochement du bilan de l'administration publique générale fédérale selon les comptes publics avec le Système de gestion financière (SGF), au 31 mars
385-0026	Dette garantie par les administrations publiques générales provinciales et territoriales
385-0027	Transferts de capital des administrations publiques générales provinciales et territoriales affectés à la dette d'autres composantes de l'administration publique
385-0028	Service de la dette des administrations publiques provinciales et territoriales versée pour le compte des entreprises publiques, des municipalités et des commissions scolaires, pour l'année financière se terminant le 31 mars